

# L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER EST-IL LE MOTEUR DE LA RÉINDUSTRIALISATION AU ROYAUME-UNI ?

À l'heure où la France s'interroge sur les rachats étrangers d'entreprises, [cette note](#) analyse la politique de promotion d'investissements directs étrangers (IDE) du Royaume-Uni mise en place afin d'enrayer sa désindustrialisation. Quels sont les effets sur son économie ? Quels enseignements pouvons-nous en tirer ?

## Le Royaume-Uni, une terre d'industrie malgré une désindustrialisation rapide et marquée

Le poids du secteur manufacturier (hors énergie et industrie extractive) dans le PIB est assez proche de celui de la France (8,7 % contre 10 %). La désindustrialisation a été plus marquée qu'en France (perte de 16 points de PIB entre 1970 et 2015 contre 10 en France). Il aura fallu la crise financière de 2008 pour que soient révélées les limites d'un modèle économique fondé principalement sur les services et que soient posés les premiers jalons d'une nouvelle stratégie industrielle.

## Les IDE, un pilier de la politique industrielle

Depuis des décennies, l'attraction des IDE est un élément-clé de la politique industrielle britannique. Par conséquent, le stock total d'IDE entrants dans le pays est 1,7 fois plus élevé qu'en France (1 200 milliards de \$). Le Royaume-Uni est en 2016 la première destination des IDE en Europe et le deuxième pays d'accueil des projets industriels. Les investisseurs étrangers ont participé très fortement au rebond spectaculaire du secteur automobile britannique. Ils réalisent plus de 80 % de la valeur ajoutée et contribuent à 88 % des dépenses en R&D du secteur. Le pays est aujourd'hui le troisième producteur de voitures en Europe et le deuxième sur le segment des véhicules haut de gamme.

## Les IDE, condition nécessaire mais non suffisante au développement économique

Cette stratégie d'ouverture aux IDE ne suffit pas à elle seule à garantir une industrie dynamique et résiliente. Les avantages que procurent les IDE ne se répartissent pas équitablement au sein des territoires ni des secteurs. La tendance générale des entreprises étrangères est, en effet, de choisir les localités les mieux dotées en compétences et en écosystèmes dynamiques (universités de renom, existence de centres de R&D, etc.). Cela accentue la polarisation des entreprises dans certaines zones et mécaniquement celle des soutiens publics.

## Le Brexit soulève de nombreuses inquiétudes

L'accès au marché commun reste un déterminant essentiel de la décision d'implantation des investisseurs. Attirer et retenir ces derniers risque de fortement peser sur les finances publiques du pays. Le gouvernement britannique a en effet annoncé vouloir ramener l'impôt sur les sociétés de 20 % à 17 % à l'horizon 2020. Parallèlement, il doit aussi faire face aux pressions des groupes étrangers qui souhaitent obtenir des accords de compensation aux éventuels surcoûts engendrés par la sortie du pays de l'UE. Ceci soulève des questions quant à la capacité du RU à poursuivre à long terme une stratégie industrielle reposant sur l'innovation technologique, cap fixé par Theresa May pour garantir au pays une sortie de l'UE « par le haut ».

**A propos de**  
**La Fabrique de l'industrie**  
Laboratoire d'idées,  
La Fabrique de l'industrie est un lieu de réflexion et de débat sur les enjeux de l'industrie et ses liens avec la société. Elle est co-présidée par Louis Gallois et Pierre-André de Chalendar.

Plus d'informations sur :  
<http://www.la-fabrique.fr>

Contact presse :  
Elisa Ohnheiser  
[elisa.ohnheiser@la-fabrique.fr](mailto:elisa.ohnheiser@la-fabrique.fr)  
01 56 81 04 26

Retrouvez-nous sur :



[LIRE LA NOTE](#)

